

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

5 juillet 2023

PROPOSITION DE LOI

**habilitant la Cour des comptes
à contrôler les comptes
de la Chambre des représentants**

Avis de la Cour des Comptes

Voir:

Doc 55 **3281/ (2022/2023):**

001: Proposition de loi de M. Verherstraeten et consorts.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

5 juli 2023

WETSVOORSTEL

**teneinde het Rekenhof
de bevoegdheid te verlenen om de rekeningen
van de Kamer van volksvertegenwoordigers
te controleren**

Advies van het Rekenhof

Zie:

Doc 55 **3281/ (2022/2023):**

001: Wetsvoorstel van de heer Verherstraeten c.s.

09937

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)



Avis sur la proposition de loi du 31 mars 2023 habilitant la Cour des comptes à contrôler les comptes de la Chambre des représentants



La commission des Finances et du Budget a sollicité l'avis de la Cour des comptes concernant la proposition de loi du 31 mars 2023 habilitant la Cour des comptes à contrôler les comptes de la Chambre des représentants (courriel du 4 mai dernier). Plus précisément, la commission souhaite obtenir un avis concernant la compétence et la capacité de la Cour des comptes à exécuter un tel contrôle.

La Cour des comptes formule ci-après un certain nombre d'observations à prendre en considération en ce qui concerne la compétence, ainsi que d'éventuelles observations – plus législatives – concernant la portée et l'interprétation des dispositions de la proposition en question. Il est ensuite procédé à une estimation des moyens nécessaires pour réaliser les tâches et les missions prévues par la proposition de loi.

Cette proposition de loi charge concrètement la Cour des comptes du contrôle annuel des comptes de la Chambre des représentants, contrôle dont le rapport doit être soumis à la Chambre. La Cour des comptes peut également effectuer des contrôles spécifiques. En outre, la Chambre des représentants peut demander à la Cour des comptes de l'assister et de la conseiller dans la préparation de ses projets de budget et dans les dossiers qui ont une incidence financière importante. Enfin, la Chambre peut charger la Cour des comptes d'effectuer un audit concernant sa gestion.

Par ailleurs, ladite proposition de loi prévoit également que la Cour des comptes effectue un contrôle annuel des comptes des institutions à dotation dont les budgets sont approuvés annuellement par la Chambre et qu'elle peut être amenée à assister et conseiller la Chambre dans la préparation des projets de budget de ces institutions.

Enfin, elle octroie à la Cour des comptes la compétence de se faire communiquer à tout moment l'ensemble des documents et renseignements, de quelque nature que ce soit, que la Cour juge nécessaires à l'accomplissement de sa mission. La Cour des comptes peut organiser un contrôle sur place.

La proposition de loi est complétée par une proposition de modification du règlement de la Chambre des représentants, en vertu de laquelle la Cour des comptes ferait rapport à la commission de la comptabilité et pourrait également être sollicitée par cette dernière pour des avis complémentaires sur des budgets ou des dossiers ayant une incidence financière significative, ainsi que pour un audit sur la gestion de la Chambre.



A1-3.734.534-L1

En ce qui concerne la compétence

Conformément à l'article 180, alinéa 5, de la Constitution, la Cour des comptes peut se voir confier des missions supplémentaires par le législateur. Par conséquent, la Cour n'a pas d'observations de principe à formuler concernant sa compétence à exécuter les tâches et les missions énumérées ci-avant sur la base de dispositions légales définitivement adoptées.

La Cour des comptes réalisera en toute objectivité et indépendance les tâches et missions prévues par la proposition de loi. Ainsi, la Cour des comptes veillera à appliquer les normes internationales d'audit qu'elle respecte également pour les missions qu'elle réalise déjà à l'égard des services et organismes publics lorsqu'elle définira les procédures et les méthodes pour l'exécution de ces nouvelles tâches et missions.

Cependant, la Cour souhaite formuler les questions ou commentaires suivants quant à la portée et l'interprétation de certaines dispositions de la proposition de loi en question :

- Conformément à l'article 9 de cette proposition de loi, la Chambre pourrait charger la Cour des comptes d'auditer la gestion de la Chambre. En tout état de cause, un éventuel audit de bonne gestion ne pourra pas porter sur la fonction législative, mais uniquement sur le fonctionnement des services administratifs de la Chambre. La Cour des comptes tient à souligner à cet égard que, dans l'accomplissement des tâches et missions prévues par la proposition de loi, elle respectera en tout temps l'indépendance organique de la Chambre et, par extension, des institutions à dotation.
- Les développements de la proposition de loi prévoient que s'agissant des modalités du contrôle, ce dernier devra porter sur la régularité et la légalité des dépenses et des recettes de la Chambre. Ce contrôle sera réalisé sur la base de documents. Cependant, aucune disposition de la proposition de loi ne fait explicitement référence à un contrôle de la régularité et de la légalité des dépenses et des recettes. Il pourrait être opportun d'éclaircir la proposition de loi sur ce point.
- Les délais pour la transmission des comptes des institutions à dotation ne sont pas explicités. Il pourrait être opportun d'éclaircir la proposition de loi sur ce point également.
- La proposition de loi actuelle ne contient pas de disposition concernant l'entrée en vigueur. Il conviendrait de préciser l'exercice à partir duquel la Cour des comptes serait tenue de contrôler les comptes de la Chambre.

En ce qui concerne la capacité

La proposition de loi confie à la Cour des comptes un certain nombre de tâches annuelles supplémentaires récurrentes et permet également à la Chambre des représentants de demander en outre à la Cour un avis sur les propositions budgétaires concernant la Chambre ou les institutions à dotation et les dossiers ayant une incidence financière importante.

Les tâches concernant la Chambre même constituent une toute nouvelle mission. Par ailleurs, la Cour des comptes a déjà réalisé jusqu'à présent une partie des tâches prévues dans la proposition de loi à l'égard de la plupart des institutions à dotation. Partant des données actuelles et d'un contrôle conforme à la norme ISA, le contrôle annuel à l'égard de la Chambre devrait nécessiter 100 jours/homme. Il s'agit d'une estimation brute qui ne tient

2/3



A1-3.734.534-L1

pas compte de missions supplémentaires éventuelles ou d'un examen plus approfondi de la légalité et régularité des dépenses et des recettes.

En outre, la Cour des comptes fait référence à une demande récente de la présidente du Sénat visant à l'avenir à contrôler aussi les comptes du Sénat annuellement. Ce contrôle annuel impliquerait un investissement supplémentaire de 50 jours/homme par an.

Enfin, au cours des dernières années, la Cour des comptes a au demeurant déjà contrôlé annuellement les comptes du Parlement flamand, du Parlement de la Communauté germanophone et du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. Récemment, la Cour a également été chargée du contrôle annuel des comptes du Parlement de la Région wallonne et de la Communauté française (en cours). Compte tenu de cette mission généralisée de contrôle auprès des parlements de communautés et de régions, une augmentation des moyens alloués à la Cour des comptes serait la bienvenue, d'autant plus que le Conseil d'État, section de législation, a jugé qu'il n'appartenait pas aux parlements de communautés et de régions de financer ces tâches supplémentaires (Conseil d'État, section de législation, avis n° 72.502/2 du 19 janvier 2023).

3/3



Advies over het wetsvoorstel van 31 maart 2023 teneinde het Rekenhof de bevoegdheid te verlenen om de rekeningen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers te controleren



De commissie voor Financiën en begroting vraagt het advies van het Rekenhof over het wetsvoorstel van 31 maart 2023 teneinde het Rekenhof de bevoegdheid te verlenen om de rekeningen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers te controleren (mail van 4 mei 11.). Meer bepaald vraagt de commissie een advies over de bevoegdheid en de capaciteit van het Rekenhof om deze controlebevoegdheid uit te oefenen.

Hierna geeft het Rekenhof een aantal te overwegen opmerkingen met betrekking tot de bevoegdheid mee, evenals mogelijke -eerder legistieke- opmerkingen met betrekking tot de draagwijdte en de interpretatie van de bepalingen van dit voorstel. Vervolgens wordt een inschatting gemaakt van de middelen die zouden nodig zijn om de door het wetsvoorstel beoogde taken en opdrachten uit te voeren.

Het voorliggend wetsvoorstel belast het Rekenhof concreet met een jaarlijkse controle van de rekeningen van de Kamer van volksvertegenwoordigers, controle waarvan een verslag moet worden bezorgd aan de Kamer. Het Rekenhof kan daarnaast ook specifieke controles uitvoeren. De Kamer van Volksvertegenwoordigers kan het Rekenhof bovendien verzoeken haar bij te staan en te adviseren aangaande de opmaak van de ontwerpbegrotingen van de Kamer en aangaande dossiers die een belangrijke financiële weerslag hebben. Ten slotte kan de Kamer het Rekenhof de opdracht geven om een audit over het beheer van de Kamer uit te voeren.

Dit wetsvoorstel bepaalt bovendien dat het Rekenhof ook ten aanzien van de dotatiegerechtigde instellingen waarvan de Kamer jaarlijks de begroting goedkeurt, jaarlijks de rekeningen controleert en kan worden gevraagd de Kamer bij te staan en te adviseren aangaande de opmaak van de ontwerpbegrotingen van de dotatiegerechtigde instellingen.

Ten slotte geeft dit wetsvoorstel het Rekenhof de bevoegdheid zich te allen tijde alle documenten en inlichtingen, van welke aard ook, die het nodig acht om zijn opdrachten te kunnen vervullen, doen verstrekken. Het Rekenhof kan een controle ter plaatse organiseren.

Dit wetsvoorstel wordt aangevuld door een voorstel tot wijziging van het reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, op grond waarvan het Rekenhof zou rapporteren ten aanzien van de commissie voor de Comptabiliteit en door die commissie ook kan worden gevraagd naar bijkomende adviezen inzake begroting of dossiers met een belangrijke financiële weerslag, evenals naar een audit over het beheer van de Kamer.



A1-3-734-534-B1

Voor wat betreft de bevoegdheid

Overeenkomstig artikel 180, 5^{de} lid van de grondwet kan het Rekenhof door de wetgever worden belast met bijkomende taken. Het Rekenhof heeft dan ook geen principiële opmerkingen aangaande zijn bevoegdheid om op basis van definitief goedgekeurde wettelijke bepalingen de hiervoor opgesomde taken en opdrachten uit te voeren.

Het Rekenhof zal de door het voorstel beoogde taken en opdrachten in alle objectiviteit en onafhankelijkheid uitvoeren. Zo zal het Rekenhof de internationale auditnormen die het ook voor zijn al bestaande opdrachten ten aanzien van de overheidsdiensten en -instellingen respecteert, nastreven bij het vastleggen van de procedures en methodes voor het uitvoeren van deze nieuwe taken en opdrachten.

Wel heeft het Rekenhof een aantal vragen of opmerkingen over de draagwijdte en interpretatie van sommige bepalingen van het voorliggend wetsvoorstel:

- Overeenkomstig artikel 9 van dat wetsvoorstel zou de Kamer het Rekenhof de opdracht te geven om een audit over het beheer van de Kamer uit te voeren. Een eventuele audit van het goede beheer kan hoe dan ook geen betrekking hebben op de wetgevende functie, maar enkel op de werking van de administratieve diensten van de Kamer.
Het Rekenhof wenst hierbij te onderlijnen dat het bij het uitvoeren van de taken en opdrachten zoals bepaald in het wetsvoorstel, ten allen tijde de organieke onafhankelijkheid van de Kamer, en bij uitbreiding ook van de dotatiegerechtigde instellingen, zal respecteren.
- Volgens de toelichting van het wetsvoorstel bepaalt dit wetsvoorstel, wat de modaliteiten van de controle betreft, dat de controle betrekking dient te hebben op de regelmatigheid en de wettelijkheid van de uitgaven en de ontvangsten van de Kamer. Zij vindt plaats op basis van stukken. Er is evenwel geen enkele bepaling van het wetsvoorstel die expliciet verwijst naar een controle van de regelmatigheid en de wettelijkheid van de uitgaven en de ontvangsten. Het kan aangewezen zijn het wetsvoorstel op dit punt te verduidelijken.
- De termijnen waarin de rekeningen van de dotatiegerechtigde instellingen moeten worden overgezonden, zijn niet nader bepaald in het wetsvoorstel. Het kan aangewezen zijn de wetsbepalingen ook op dit punt te verduidelijken.
- Het huidige wetsvoorstel bevat geen bepalingen betreffende de inwerkingtreding. Het is aangewezen dat zou worden aangegeven vanaf welk boekjaar het Rekenhof de rekeningen van de Kamer zou moeten controleren.

Voor wat betreft de capaciteit

Het wetsvoorstel belast het Rekenhof met een aantal bijkomende jaarlijks terugkerende taken, en geeft de Kamer eveneens de mogelijkheid het Rekenhof bijkomend om advies te vragen over de begrotingsvoorstellen betreffen de Kamer of de dotatiegerechtigde instellingen en dossiers die een belangrijke financiële weerslag hebben.

Voor wat betreft de opdrachten betreffende de Kamer zelf betreft het een volledige nieuwe opdracht. Daarnaast voerde het Rekenhof tot nog toe wel al een deel van de in het wetsvoorstel beoogde taken uit ten aanzien van de meeste dotatiegerechtigde instellingen. Op basis

2/3



A1-3-734-534-B1

van de huidige gegevens en vertrekkende van een controle die ISA compliant is, zou de jaarlijkse controle van de Kamer ongeveer 100 mandagen in beslag nemen. Dit betreft een ruwe schatting zonder rekening te houden met eventuele bijkomende opdrachten of diepgaander onderzoek naar de rechtmatigheid en regelmatigheid van de uitgaven en ontvangsten

Daarnaast verwijst het Rekenhof naar een recente vraag van de Senaatsvoorzitster om in de toekomst ook de rekeningen van de Senaat jaarlijks te controleren. Deze jaarlijkse controle zou een bijkomende inzet van 50 mandagen op jaarbasis vragen.

Ten slotte, in de afgelopen jaren controleerde het Rekenhof al jaarlijks de rekeningen van het Vlaams Parlement, het parlement van de Duitstalige Gemeenschap en het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk gewest. Recent werd het Rekenhof ook belast met de jaarlijkse controle van de rekeningen van het Parlement van het Waals gewest en van de Franse gemeenschap (in uitvoering). Met het oog op deze veralgemeende controle-opdracht ten aanzien van de parlementen van gemeenschappen en gewesten zou een verhoging van de beschikbare middelen van het Rekenhof ten zeerste welkom zijn, temeer daar de Raad van State, afdeling wetgeving heeft geoordeeld dat het niet aan de parlementen van de gemeenschappen en gewesten toekomt deze bijkomende opdrachten te financieren (RvS, advies nr. 72.502/2 van 19 januari 2023).

3/3